

Conjoncture agraire à l'époque de Napoléon III

IMRE PAPP

Il n'est pas nécessaire que la frontière des périodes de conjoncture et de récession économiques coïncident avec celle des régimes politiques. Néanmoins, le régime de Napoléon III recouvre une période conjoncturelle dans l'économie. Bien que le progrès basé sur le renouvellement technique se soit accéléré déjà pendant la Monarchie de Juillet, son apogée ne sera atteint pourtant que durant le Second Empire.¹ L'essor dans l'agriculture commence au début des années 1850 et dure jusqu'au milieu des années 1870. Les ouvrages spécialisés parlent souvent, en exagérant un peu le phénomène, de « l'âge d'or de la campagne » à propos de ces deux décennies.²

L'industrialisation moderne créa de nouvelles conditions pour l'agriculture, et elle devait s'y adapter. Pendant le Second Empire s'opère un changement dans la nature de l'économie française. Auparavant, le caractère de cette économie était déterminée par l'agriculture. Pour les années 1860 le principal régulateur de l'économie seront l'industrie et le secteur tertiaire.³ La population active non-agraire, la population urbaine et l'augmentation des revenus ont également contribué à l'élargissement de l'offre, et la réponse du secteur agraire à ce phénomène ne pouvait être que la croissance de la production.⁴

L'un des produits les plus importants de l'industrialisation moderne fut le chemin de fer qui révolutionna le trafic. L'économie française prit son temps pour développer son réseau. En 1850, il n'y avait que 1,931 kilomètres de voie ferrée. La construction s'accéléra pendant la période de Napoléon III, lorsque l'État, à partir de l'année 1851 a offert des concessions pour une période de 99 ans aux compagnies. Les grandes lignes ont été construites.⁵ C'est le chemin de fer qui réussit à réaliser le transport massif des marchandises et de la population. Les rails ont soudé les branches de « l'hexagone français. » Tandis que dans les années 1840 le chemin de fer n'assura que 7% du trafic des marchandises, dans les années 1870 cette proportion atteint 50%. Le réseau du chemin de fer créa un marché national unique tout en ouvrant les régions isolées et autarciques devant une économie de marché.

¹ D. Barjot, *Histoire économique de la France au XIX^e siècle*. Paris 1995, 36.

² J.-L. Lenhof, « La France (années 1830-1870), » dans D. Barjot, dir. par, *Les sociétés rurales face à la modernisation. Évolutions sociales et politiques en Europe des années 1830 à la fin des années 1920, Étude comparée de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie*. Paris 2005, 50.

³ Barjot, *Histoire économique*, 38.

⁴ J.-Cl. Toutain, « La population de la France de 1700 à 1959, » *Cahiers de l'I.S.E.A.* 133 (janvier 1963), VII-VIII.

⁵ Toutain, « La population de la France, » VII-VIII.

Grâce aux tarifs de transport bon marché il réussit à établir une concurrence au niveau national (plus tard au niveau international) à l'intérieur du monde des consommateurs. Quant au prix du blé, l'un des produits les plus importants de l'économie traditionnelle, la différence de prix selon les régions pouvait atteindre 70%. Cet écart a baissé autour de 30% dans les années 1870. L'équilibre des prix mit fin à la situation privilégiée des régions qui se trouvaient à proximité des grands marchés de consommation. Par conséquent, l'agriculture était dans l'obligation de se consacrer à une production la plus appropriée suivant les régions.⁶

L'un des plus grands problèmes de l'économie traditionnelle consistait dans la faible capacité, la lenteur et le coût élevé du transport terrestre. A l'époque de Napoléon I^{er}, la durée du trajet entre Paris et Calais (300 kilomètres environ) était de 40 heures en chariot, dans les années 1830, après la constitution du réseau routier, ce même trajet demandait 26 heures. Par le chemin de fer, dans les années 1850, la durée s'est réduite à 6 heures 40 minutes. La rapidité du transport a rendu possible dans les villes la consommation massive des produits périssables (lait, primeur, viande). Par exemple, avant l'avènement du chemin de fer, la consommation du lait était le privilège d'une couche sociale restreinte dans les grandes villes.⁷ Un mulet pouvait transporter 170 kilos de marchandises par jour à une distance de 30 kilomètres. Un chariot de bonne qualité avec deux chevaux a réussi à transporter, au maximum, 15 q à une distance de 35 kilomètres. Dans les années 1830, les diligences mettaient 24 heures pour faire 200 kilomètres. La vitesse moyenne des omnibus, dans les années 1860 était autour de 45 km/h.⁸

Le grand stimulateur, plus efficace même que la diminution dans le temps du transport, était la baisse du tarif. Au début du XIX^e siècle, une tonne-kilomètre sur la route coûtait 50 centimes, ce tarif était de 30 centimes dans les années 1830. En 1870, par voie de chemin de fer une tonne-kilomètre coûtait une centime. Pour un voyageur-kilomètre en diligence, dans les années 1830, il fallait payer de 11 à 16 centimes, tandis qu'en chemin de fer, en 1870 seulement 5 centimes.⁹

La fonction la plus élémentaire de la production agraire consiste à satisfaire les besoins de la population en denrée alimentaire. Si on prend en considération uniquement l'accroissement de la population, le défi n'est pas considérable. A partir du milieu du XIX^e siècle, la croissance de la population ralentit: en 1851, le nombre de la population est de 35.7 millions de personnes, en 1861 de 37.4 (avec le rattachement de Nice et de Savoie qui correspond à une population de 668 mil- le personnes), et en 1872 de 36.1 millions (compte tenu de la perte d'une population de 1,5 millions de personnes suite à l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine).¹⁰

La proportion entre la population rurale et urbaine change également lentement, mais c'est la première période où la diminution de la population rurale peut être exprimée en chiffres absolues, pas seulement de manière proportionnelle. Les proportions entre populations rurale et urbaine sont les suivantes, en 1851 74.5 : 25.5, en 1872 68.9 : 31.1. En chiffres absolues, entre 1851 et 1872, la population rurale a

⁶ G. Gavignaud, *Les campagnes en France au XIX^e siècle (1780-1914)*. Paris 1990, 80.

⁷ A. Rowley, *Évolution économique de la France du milieu du XIX^e siècle à 1914*. Paris 1982, 214.

⁸ Gavignaud, *Les campagnes en France*, 66-67.

⁹ Fr. Caron, *Histoire économique de la France, XIX^e-XX^e siècles*. Paris 1981, 74.

¹⁰ Toutain, « La population de la France, » 19.

diminué de 26.6 millions à 24.9 millions de personnes, c'est-à-dire de 1.7 millions d'habitants (6.6%). Par contre, la population urbaine a augmenté de 9.1 millions de personnes à 11.2 millions, c'est-à-dire de 2.1 millions de personnes (22.8%). Par rapport à l'Angleterre, à la Belgique et à l'Allemagne la population urbaine française a augmenté d'une manière plus lente et proportionnellement sa part était plus basse dans la population totale du pays.¹¹

Le changement social est mieux représenté par la croissance d'une population active, ayant accès à un revenu régulier (population avec emploi régulier). En 1845, le nombre de cette population active était de 13.5 millions de personnes dont 7 millions travaillaient dans l'agriculture. Le retournement s'est effectué en 1872, date après laquelle le nombre de la population active dans l'industrie et dans le secteur tertiaire a dépassé celui de l'agriculture : le nombre total de la population active est de 14.7 millions dont 7.5 millions sont employés dans l'industrie ou dans le secteur tertiaire (50.7%).¹²

La croissance de la population urbaine et celle de la population active dans l'industrie et le secteur tertiaire était alimenté par l'exode rural. L'exode rural massif a commencé dans les années 1830 pour atteindre son apogée dans les années 1860. Entre 1830-1840, 40 mille personnes quittaient la campagne annuellement, entre 1851-1872, ce nombre était de 71 mille. En premier lieu, c'étaient les ouvriers journaliers qui tournaient le dos à l'agriculture. Malgré ce phénomène, la campagne française restait « surpeuplée » par rapport à la terre disponible. Les plus nombreux étaient les petits propriétaires.¹³

Dans les années 1870, on pouvait constater une pénurie en ouvriers journaliers dans plusieurs provinces. La ville s'est prolétarisée, tandis qu'à la campagne se déroulait une sorte de « déplorétalisation. » A l'intérieur de la population active agricole la proportion des domestiques et des journaliers a diminué tandis que celle des propriétaires a augmenté. En 1851, la proportion des domestiques et des journaliers à l'intérieur de la population agricole était de 39%, en 1881 de 33%. La diminution n'était pas uniquement conséquence de l'exode rural, mais découlait du fait qu'une part de cette population est devenue petit propriétaire, accroché à la terre et, contribuant à accélérer le parcellement des propriétés.¹⁴

La croissance de la population urbaine et l'augmentation de la population active ont contribué, par l'intermédiaire des besoins, à dynamiser la production agricole. L'élargissement des besoins était beaucoup plus considérable que la croissance de la population urbaine et celle de la population active. Ce dynamisme fut dopé du côté des revenus. Quant à la population agricole, son autoconsommation dans le domaine des produits agricoles n'était que partielle et elle diminuait en fonction d'une production spécialisée. Le revenu réel des personnes vivant de l'agriculture n'a augmenté que de 10% dans la première moitié du siècle, par cont-

¹¹ Toutain, « La population de la France, » 54-55.

¹² Ph. Pinchemel, *Structures sociales et dépopulation rurales dans les campagnes picardes de 1836 à 1936*. Paris 1957, 221-222.

¹³ G. Désert, « Prospérité de l'agriculture, » dans G. Duby, et A. Wallon, Armand, (dir.), *Histoire de la France rurale*, Tom. 3, *Apogée et crise de la civilisation paysanne, 1789-1919*, Paris 1976, 222-223.

¹⁴ Lenhof, « La France (années 1830-1870), » 69.

re, pendant le Second Empire cette augmentation était de 25%. Le revenu réel de la population vivant de l'industrie et du secteur tertiaire n'a augmenté que de 2-3% par décennie entre 1830-1850. On peut constater une augmentation considérable à partir des années 1850 : une hausse du revenu réel de 6.7% en 1860 par rapport à l'année 1851, et une hausse de 9.5% en 1870 par rapport à 1861.¹⁵ Le coût des denrées alimentaires calculé par personne d'après des moyennes des décennies successives a augmenté de 80% entre les années 1845-1854 et celles 1865-1874 : de 167 francs à 295 francs. Cette hausse prend en considération l'augmentation des prix aussi, autrement dit, la somme destinée à l'achat des provisions n'augmentait pas si considérablement.¹⁶

La consommation, et par conséquent à travers elle la production agricole, a été de plus en plus déterminée par les grandes villes et les régions industrielles naissantes, puisque les revenus se concentraient là-bas. Pendant le Second Empire débute le changement à partir d'une consommation traditionnelle vers un nouveau type de consommation moderne. Jusque-là, la population consommait des produits, mangeait des denrées dont la production en grande quantité était assurée à proximité. Dans le système moderne de consommation, c'est la production qui, dans la majorité des cas, s'adapte aux besoins des consommateurs.¹⁷

En premier lieu, c'était les différents types de blé qui assuraient les calories nécessaires à la subsistance humaine. Pour produire des calories d'une même quantité, mais d'origine animale, on avait besoin, compte tenu du niveau de la culture agricole de l'époque, d'un territoire cinq fois plus grand qu'auparavant. Ainsi, dans l'alimentation populaire, encore dans les années 1860, 60% de calories nécessaires étaient assurées par les céréales. F. Braudel a dénommé les Français « mangeurs de pain. »¹⁸ C'est à partir du milieu du XIXe siècle que la consommation du pain blanc commence à faire reculer celle d'autres types de pain. Pourtant, on peut constater une hausse plus importante dans la consommation d'autres produits que dans celle du pain.

La consommation annuelle des produits alimentaires par personne
(d'après des moyennes des 10 ans)¹⁹

	céréales (kg)	pain (kg)	pomme de terre (kg)	viande (kg)	autres produits (kg)	vin (litre)
1845-54	271	261	39	26	12,2	134
1855-64	295	286	71	30	13,5	131
1865-74	304	279	92	33	13,7	162
croissance	12%	7%	135%	27%	12%	21%

¹⁵ Caron, *Histoire économique de la France*, 92.

¹⁶ J.-Cl. Toutain, « Consommation alimentaire en France de 1789 à 1964, » *Économies et sociétés (Cahiers de l'I.S.E.A. V : 11 (novembre 1971)*, 2023.

¹⁷ M. Montanari, *Éhség és bőség. A táplálkozás európai kultúrtörténete*. [La faim et l'abondance : Histoire de l'alimentation en Europe] Budapest 1996, 173.

¹⁸ F. Braudel, *Franciaország identitása*, t. II, *Az emberek és a dolgok*. [L'identité de la France: Vol. 2. Les hommes et les choses] Budapest 2004, 270.

¹⁹ Toutain, « Consommation alimentaire en France, » 1918 et 1922.

Proportionnellement, l'augmentation de la consommation était la plus importante dans le domaine de la viande, puisque celle de pommes de terre a chuté de manière extrême, dû à mildiou de la pomme de terre à la fin des années 1840. Entre 1835–44, sa consommation annuelle moyenne était de 81 kilogrammes, autrement dit, la croissance véritable était 13%.

Jusqu'au milieu du 19^e siècle, une des maladies durables de la campagne française était le parcellement des champs et la proportion très élevée des petits lots et des petites propriétés. La catégorisation des propriétés dans les statistiques françaises est différente par rapport à ce qui se fait chez nous: on parle d'un petit lot au-dessous de 1 hectare, d'une petite propriété entre 1–10 hectares, d'une propriété moyenne entre 10–40 hectares et d'une grande propriété au-dessus de 40 hectares. A peu près 76% des propriétés ne dépassaient pas 10 hectares et cela correspondait à 24% du territoire. La proportion des propriétés moyennes était de 20 % qui correspondait à 30% du territoire. Tandis que la grande propriété ne couvrait que 4% du total, mais elle correspondait à 46% du territoire.²⁰ Les propriétés dépassant effectivement 100 hectares étaient peu nombreuses, 40 mille au total qui correspondait à 25% du territoire agricole.

La capacité de subsistance ou celle de réalisation de profit dépendaient largement du type d'exploitation. L'unité économique de base était l'exploitation, la ferme agricole. Le parcellement des propriétés déterminait plus ou moins la répartition des exploitations, mais les deux ne coïncidaient pas totalement. D'une manière générale, il y avait plus d'exploitations que de propriétés, puisque la plupart des moyennes et grandes propriétés n'étaient pas exploitées par les propriétaires eux-mêmes, elles étaient confiées après les avoir départagées en plusieurs unités, aux fermiers. Les exploitations étaient encore plus fragmentées que les propriétés. Dans les années 1860, environ 85% des exploitations ne dépassaient pas 10 hectares.²¹

Derrière ce morcellement se trouvait le phénomène de la surpopulation de la campagne française. Dans le cas des petits lots et des petites propriétés, ils ne disposaient pas de terrains suffisants pour assurer leur survie. La croissance de la population agraire n'était pas proportionnée à l'élargissement du terrain exploitable et à la croissance du gain. Cette situation est appelée par Jules Michelet, dans les années 1840 « faim de terre. »²²

Comme la possibilité de l'acquisition des terres était limitée, le revenu qui manquait à la subsistance pouvait être assuré par diverses manières, ou bien par des activités extérieures (travaux journaliers, artisanat) ou bien par l'intensification de l'exploitation de la ferme (agrandissement de la valeur de la production par unité). Un facteur favorable à l'intensification dans les exploitations des petits lots et des petites propriétés résidait dans le fait que le main d'œuvre familial était à leur disposition et que ce type d'investissement ne coûtait rien. Le fermier

²⁰ Lenhof, « La France (années 1830–1870), » 73.

²¹ P. Goujon, « Le temps des révolutions inachevées, » dans J.-P. Housnel, (dir.), *Histoire des paysans français du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris 1976, 290–291.

²² R. Laurent, « Les cadres de la production agricole: propriété et modes d'exploitation, » dans F. Braudel, et E. Labrousse, (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, t. III, *L'avènement de l'ère industrielle (1789–année 1880)*, Paris 1976, 633–634.

des petites exploitations continuait de produire pour la subsistance même dans le cas où son revenu ne compensait pas la valeur du travail investi. Par contre, cette « flexibilité » de l'économie des parcelles contribuait à maintenir « l'attachement à la terre » de la population. Si la terre assurait la subsistance, le producteur ne partait pas.²³ Quant à l'approvisionnement en capitaux par unité d'exploitation en France (et en général en Europe occidentale) il n'y avait pas de différence si considérable entre petites et grandes exploitations, au détriment des petites, comme en Hongrie. Ce qui manquait dans une petite exploitation, c'était le total des capitaux: celle-là n'a pas réussi à produire la somme nécessaire au renouvellement de son activité économique, tandis que la grande exploitation avait les moyens de concentration et du regroupement.²⁴

Dans ces conditions, la croissance de la production agricole correspondait globalement aux besoins. C'était une période de croissance pendant laquelle, durant un quart de siècle, les prix élevés des produits agricoles étaient durables, surtout par rapport aux années 1820-40. On appelait cette période « l'âge d'or de la campagne, » tout particulièrement à cause du bon comportement des produits agricoles. C'était le secteur agraire qui tirait profit du changement survenu dans la structure des prix de l'économie entière : tandis que les prix des produits industriels stagnaient entre 1850-1860, ceux des produits agricoles augmentaient de 0.4-0.9% de moyenne annuelle.²⁵

Les prix des produits agricoles les plus importants, ceux des céréales, entre 1865-74, étaient de 20% plus élevés en moyenne de dix ans que durant la période entre 1845-54. Le prix de pommes de terre, entre le milieu des années 1840 et 1850 augmentait de 63%, puis il stagnait. Cette augmentation brusque s'explique par une production extrêmement faible de pommes de terre à la fin des années 1840. Le prix du vin présentait plus de caprice encore, puisqu'il réagissait sensiblement à tout changement en quantité ou en qualité également, survenu dans la production. Dans les années 1850, la production a diminué à cause de l'oïdium, par conséquent les prix ont considérablement augmenté aux marchés de vin de l'époque : dans les années 1845-54, un hectolitre de vin coûtait 11.56 francs en moyenne, tandis que dans les années 1855-64 cette même quantité coûtait 29.18 francs, autrement dit, l'augmentation était de 152%. Ce niveau de prix élevé restait durable grâce au bon comportement du vin. Les prix des viandes ont également augmenté et, de manière plus importante que ceux des céréales. Entre 1845-54, un kilo de viande coûtait 0.89 francs, par contre, entre 1864-75 il coûtait 1.54 francs (augmentation de 73%). Dans les années 1840, on pouvait acheter pour le prix d'un quintal de blé 31 kilos de viande, à la fin des années 1860, 19 kilos. Le marché a donc surévalué la viande et c'était le cas pour le lait également. Le prix du lait, du beurre et du fromage a augmenté de 50%.²⁶

²³ M. Augé-Laribé, *L'évolution de la France agricole*. Paris 1912, 170.

²⁴ Laurent, « Les cadres de la production agricole, » 669-670.

²⁵ Lenhof, « La France (années 1830-1870), » 61-62.

²⁶ J.-Cl. Toutain, « Le produit de l'agriculture française de 1700 à 1958, t. II, La croissance du produit de l'agriculture entre 1700 et 1958, » *Cahiers de l'I.S.E.A.* 115 (juillet 1961), 188-192.

L'agrandissement de la production résultait de l'élargissement des territoires agricoles, de la croissance des investissements (main-d'œuvre, nouveauté technique, fumage) et de l'augmentation des rendements. Au milieu du 19^e siècle, les moyens pour agrandir les terrains à exploiter étaient limités. Les réserves en territoire étaient jusque-là absorbées par la production. Il ne restait que des terrains en friche dont l'exploitation par les techniques des siècles précédents et à cause du manque des capitaux présentaient un obstacle trop grand pour la société. Surtout à l'ouest, au sud-ouest et au centre de la France se trouvaient des territoires dont la transformation en terre labourable, en pré, en pâturage ou en bois devenait possible.²⁷

La transformation des paysages ne pouvait être possible que par l'établissement d'un réseau routier et des chemins de fer et elle a pu être accéléré par la participation active de l'état. Napoléon ne disposait pas d'une politique agraire élaborée, il ne pouvait ignorer pourtant que la plupart de ses électeurs vivaient à la campagne. Comme président tout autant comme empereur, il soutenait, de manière quasi spectaculaire, le drainage des marais, la transformation des prairies incultes et la plantation des forêts. A partir des années 1850, une série de lois servait à inciter les changements. Parmi les travaux, le plus important était le drainage des Landes du sud-ouest et le commencement de son boisement. L'empereur lui-même a acheté une propriété de 900 mille hectares là-bas où il a fait planter une pépinière. Pendant deux décennies, on a fait le drainage de 300 mille hectares de terre et y ont planté des pins maritimes.²⁸

Dans la région de la Sologne, à proximité de la ville d'Orléans, et dans les Dombes au nord-est de Lyon, on a également entamé des travaux pareils. La Sologne a eu droit à une attention particulière, étant donné que Napoléon possédait des terres là-bas également. C'est aussi pendant le Second Empire qu'on rend fertiles les champs de bruyère de Bretagne et qu'on commence à transformer le delta du Rhône (Camargue) pour l'adapter à la culture agricole. Ces deux décennies représentaient la dernière grande période du défrichage en France.²⁹

En 1852, 47 millions 460 mille hectares de terres étaient cultivés sur les 53 millions d'hectares. En 1873, les terres cultivées représentaient 47 millions 460 mille hectares, c'est-à-dire une augmentation de 485 mille hectares, 1%.³⁰ Cet agrandissement n'était pas suffisant pour une croissance importante de la production. Ce qui était plus déterminant, c'était le redéploiement intérieur en faveur des terres arables et des vignes. Au début des années 1860, l'étendue des terres labourables a atteint sa plus grande dimension avec 26 millions 200 mille hectares qui correspondait à 56% de terres exploitées. La culture des vignes occupait, de tout temps, une place privilégiée dans l'agriculture française : après la culture des champs et l'élevage, elle arrivait en troisième position. En 1849, il y avait 2 millions 193 mille hectares de vignes, en 1873, 2 millions 583 mille hectares d'exploitations dans la

²⁷ R. Specklin, « Grandes travaux et tâches quotidiennes, » dans *Histoire de la France rurale*, t. III, 194-196.

²⁸ A. Dansette, *Naissance de la France moderne, Le Second Empire*. Paris 1976, 301-302.

²⁹ J. Du Plessis de Grenédan, *Géographie agricole de la France et du monde*. Paris 1903, 47-56.

³⁰ *Statistique agricole de la France, Résultats généraux de l'enquête décennale de 1892*. Publiée par le ministre de l'agriculture, t. I, 242.

culture de vignes, atteignant ainsi sa plus grande dimension.³¹

La croissance de la production a été rendue possible par l'agrandissement des surfaces ensemencées. Elles se sont élargies plus considérablement que l'étendue des terres arables, et ce processus représente la diminution des terres en jachère ainsi que le gain d'espace de l'alternance des cultures. Par contre, le processus était lent: en 1852, 22% des terres labourables étaient en jachère, en 1873, cette proportion était de 18,7%. L'étendue des terres en friche a diminué de 14,7% en deux décennies. La surface ensemencée des céréales atteint son étendue la plus importante dans les années 1860, puis survient une lente diminution. Elles sera remplacée par la plantation des espèces fourragères. Leur étendue, étant donné qu'elle repart d'un niveau bas, augmente plus rapidement que celle d'autres cultures: entre 1852 et 1873, on constate une augmentation de 47%, traduisant ainsi les besoins grandissants de l'élevage.³²

La diminution des terres en jachère fut accompagnée par un lent renouvellement des moyens techniques. Selon les statistiques de l'année 1862, seulement 25% des charrues étaient des charrues en fer ou moitié en fer. Cette proportion est de 27% dans l'année 1873.³³ En 1862, il n'y avait que 10 mille semoirs en ligne tirés par cheval. Parmi les instruments de moisson, le changement le plus important était la propagation du faux au détriment de la faucille. On est à la première période de la mécanisation de la moisson. La moissonneuse tirée par cheval et la faucheuse sont également connues, mais en 1862, seulement 9 mille sont utilisées respectivement de chacune. C'est dans le domaine du battage qu'on constate les changements les plus radicaux: en 1852, 50 mille batteuses sont en fonction, tandis qu'en 1873, 130 mille, et parmi elles, 7 mille à vapeur. Une batteuse, avec un personnel de 5-6 individus, effectue le travail fait par 30-40 personnes sans machine.³⁴

Le résultat de l'alternance des cultures, qu'on ne pouvait introduire que parallèlement avec un fumage régulier, la culture du sol améliorée et l'investissement grandissant en main-d'œuvre aboutissaient à une croissance des rendements. D'une part, les espèces à rendement bas ont été supplées par des espèces à haut rendement: le blé représentait plus d'importance par rapport aux autres céréales. Les espèces fourragères étaient privilégiées au détriment de l'orge et l'avoine. D'autre part, le rendement de telle ou telle espèce calculé par rapport à une unité de terrain, a augmenté. Compte tenu de grands écarts des rendements, il est préférable de les analyser d'après des moyennes étalées sur dix ans. Ainsi, on peut constater que le rendement moyen des céréales dans les années 1840 était 8.44 quintaux/hectare, tandis que cette proportion dans les années 1860, était de 10.58 quintaux/hectare. Donc, les rendements ont augmenté de 25%, avec des écarts ré-

³¹ *Statistique de la France, Agriculture, Résultats généraux de l'enquête décennale de 1862, Publiée par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.* t. II, Strasbourg 1868, 125-127. *Statistique internationale de l'agriculture, 1873.* Rédigée et publiée par le Service de la Statistique Générale de France. Nancy 1876, 19.

³² *Statistique agricole de 1852.* Statistique de la France, deuxième série, publiée par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, t. II, Paris 1860, 405-407. *Statistique internationale de l'agriculture, 1873,* 18-19.

³³ *Statistique de la France, Agriculture, 1862,* t. I, CXXVI-CXXXIX, Statistique internationale de l'agriculture, 1873, 12.

³⁴ *Statistique internationale de l'agriculture, 1873,* 12.

gionaux très considérables. Parmi les céréales le plus important, le blé, dans les années 1850, dans le Bassin Parisien et dans les régions du nord du pays, avait un rendement de 13–16 quintaux/hectare. Par contre, dans la plupart des régions situées au sud de la Loire, ce rendement était entre 8–10 quintaux/hectare.³⁵

Les rendements de céréales anglais, hollandais et belge étaient de 40–50% plus élevés par rapport à celui de France. Il n'y avait que le rendement de deux espèces de plantes cultivées où la France ne présentait pas de retard par rapport à ses voisins de l'Europe occidentale et d'autres pays européens. Quant aux rendements des cultures de vignes, elle avait incontestablement la première position en Europe. La betterave donnait, dans les années 1860–70, 300 quintaux par hectare, tout comme en Angleterre ou en Belgique. En Europe du Nord, on ne cultivait plus de vignes depuis longtemps, et l'agriculture des pays méditerranéens étaient moins développée que celle de la France. Si l'on prend la moyenne des rendements des années 1851–1860, elle était de 16,6 hl/h, celle des années 1861–70, 25hl/h, ce qui correspond à une augmentation de 50%. Les rendements élevés dans les régions viticoles de Languedoc ont contribué à inciter d'autres régions aussi de les atteindre, les plantations languedociennes composaient des espèces avec un rendement de 30–40hl/h. C'étaient les rendements suisse et allemand, dans les années 1860, avec une moyenne de 20hl/h qui étaient proches des rendements français.³⁶

Le cheptel des animaux de diverses espèces et d'utilisation a augmenté en nombre pendant ces deux décennies, mais cette croissance était modeste, de 4%, en prenant en considération le nombre des animaux. Cette croissance a été accompagnée par un changement dans la structure de l'élevage et de la composition du cheptel. La croissance est survenue grâce à celle du nombre de cheval, de vache et de porc. Le cheptel des moutons, après avoir atteint un record dans les années 1850, a diminué : en 1852 le nombre des moutons était de 33 millions, tandis qu'en 1862 seulement 29 millions. Avec le rétrécissement des jachères et des terres à exploitation commune, les moyens de l'élevage des moutons ont considérablement diminué. Ce qui renforçait cette tendance, c'était la diminution du prix de la laine avec l'apparition de l'importation australienne.³⁷

La croissance lente du cheptel en nombre n'exprime pas le progrès effectif de l'élevage. Ce qui révèle sa productivité c'est le changement dans les espèces d'animaux à élever et l'augmentation des rendements en viande et en lait. C'est l'époque où se répandent des espèces de mouton, de porc et de vache qui donnent plus de laine, de viande et de lait. Le rendement annuel moyen de lait était au début des années 1850 environ 900 litres par an, ce qui, à la fin des années 1860 dépassait 1,000 litres. En 1852, un bœuf de boucherie a donné 253 kg de viande, en 1873, 300 kilos, on peut donc enregistrer une augmentation de rendement de 18%. Le rendement de viande dans le cas du cheptel du porc était de 10%.³⁸

³⁵ *Statistique agricole de 1852*, II : 400.

³⁶ *Statistique agricole annuelle, 1912*. Ministère de l'agriculture, Paris 1914, 60–63.

³⁷ H. Sée, *Histoire économique de la France*, t. II. *Les temps modernes (1789–1914)*. Paris 1951, 317–318.

³⁸ L. de Lavergne, *Économie rurale de la France depuis 1789*. Paris 1866, 39–40, Toutain, « Le produit de l'agriculture française, » I : 155.

En convertissant les rendements en valeur de production (la valeur des produits exprimée en monnaie d'après des prix constants) on a l'indice de la productivité.

Cet indice est réel dans le cas où on prend en considération le prix du produit final (le produit qui arrive à la table du consommateur ou au marché), que l'on calcule d'après la valeur de la production totale. Un tiers des produits agricoles annuels est réutilisé dans l'agriculture elle-même, dans le processus de la production. Par conséquent, on doit enlever de la valeur de la production totale celle des grains, de la paille, du fumier et de l'alimentation des animaux (blé, fourrage, lait etc...).³⁹ Le produit final ainsi calculé, projeté à un hectare dans les moyennes des années 1845-1854 était de 160 francs, tandis que dans les années 1865-74 de 197 francs. Donc, la productivité a augmenté de 23%.⁴⁰

Si l'on exprime les changements quantitatifs d'après des indices naturels (mesure de poids et de capacité), on doit constater que la contribution des divers secteurs était différente. Quant à la production des céréales, entre 1845-54 et entre 1865-74 elle a augmenté seulement de 9%, par contre, à l'intérieur de celle-ci, la production de blé a augmenté de 19,5% et celle de l'avoine de 17%. Ce qui veut dire que la production des autres céréales a diminué ou a stagné durant cette période. Quant à la croissance de la production de vin, elle a dépassé même celle des céréales : dans la moyenne des années 1865-74, la production a augmenté de 26% par rapport à celle des années 1845-54. Pour cette même période, la production de betterave a triplé, celle des pommes de terre a augmenté de 61%. La production du fourrage de pleins champs a augmenté de 65% et la ration par animal de 46%. Les Français pouvaient manger de 32% de plus de viande produite en France et consommer de 17% de plus de lait. Par contre la production de laine et de cocon a diminué.⁴¹

L'augmentation de la production peut être mesurée d'après le produit final également. La croissance selon des indices naturels et le changement structurel de la production ne peuvent être comparés qu'à l'intérieur de tel ou tel secteur (*par ex.* production des céréales). Il est donc impossible de mesurer la relation entre des secteurs de nature différente (*par ex.* culture végétale et élevage). Le produit final agricole a augmenté de plus de 24% entre 1845-54 et 1865-74. Proportionnellement, la production des céréales a diminué lentement à partir des années 1860, mais encore au début des années 1870, elle représentait 40% de la valeur de la production végétale. L'augmentation la plus dynamique quant à la valeur de la production était à enregistrer dans le domaine de la production des légumes et des fruits. A l'intérieur de l'élevage c'était la valeur de la viande qui augmentait de manière la plus importante: au début des années 1850 elle représentait 46%, au début des années 1870, 50%. Les proportions entre les deux grands secteurs, culture végétale et élevage, ont à peine changé en faveur de l'élevage. Entre 1845-54, 66,1% du produit final était représenté par la culture végétale, entre 1865-74, 65,8%. La diminution se voit renforcée pendant la crise des céréales à la fin du siècle.⁴²

³⁹ Lavergne, *Économie rurale de la France*, 476.

⁴⁰ Toutain, « Le produit de l'agriculture française, » II : 91, 128 et 207-208.

⁴¹ Toutain, « Le produit de l'agriculture française, » II : 6-8, et 13-16.

⁴² Toutain, « Le produit de l'agriculture française, » II : 126-129.

L'agriculture française, grâce à son rythme de croissance, pouvait assurer les besoins de consommation, mais l'importation est devenue nécessaire en quantité considérable, de deux produits : de céréales et de viande. Dans les années 1860, 3-5% de la consommation des céréales et 4-8% de celle de viande étaient assurés par l'importation. Parmi les matières premières, dans les années 1860, l'industrie textile avait besoin de deux fois plus de laine que la production intérieure pouvait mettre à sa disposition. L'exportation s'est effectuée uniquement pour le vin, pendant le Second Empire cette exportation annuelle était en moyenne 2-3 millions d'hectolitres. Les importations en produits agricoles ont toujours été plus grandes que les exportations, et la proportion des importations a également augmenté. Pour la moyenne des années 1847-56, 5% de la valeur du produit final agricole était représenté par l'exportation et, 9.7% par l'importation. Pour la moyenne des années 1857-66, 9.3% du produit final est représenté par l'exportation et, 15,1 par l'importation.⁴³

La politique douanière de l'état a également contribué à l'essor du commerce extérieur des produits agricoles. Jusqu'aux années 1840 une politique douanière protectionniste était en vigueur. La grande pénurie des denrées alimentaires des années 1846-47 avait comme effet la diminution des douanes à l'importation. Le protectionnisme est resté de règle, mais en appliquant des tarifs douaniers bas. Napoléon III a abandonné ce régime à partir des années 1860, lorsqu'il a signé des contrats de libre échange avec la plupart des pays européens. En 1861, les douanes à l'importation ont pratiquement disparu. Jusqu'à l'époque de la crise des céréales c'était une période de libre échange.⁴⁴

Traduit par Dr. Mária Marosvári

⁴³ M. Levy-Leboyer, et Fr. Bourguignon, *L'économie française au XIX^e siècle, Analyse macro-économique*. Paris 1985, 45.

⁴⁴ Gavignaud, *Les campagnes en France*, 81.